

Le Baromètre de la confiance politique / Vague 13

Mars 2022

LA CONFIANCE POLICE-POPULATION EN 2022 : LA REMONTÉE DES 18-24 ANS

Guillaume Farde

Professeur affilié à l'École d'affaires publiques de Sciences Po, chercheur associé au CEVIPOF

guillaume.farde@sciencespo.fr

Floriane Labarussiat

Doctorante en science politique au CEVIPOF

floriane.labarussiat@sciencespo.fr

La confiance envers la Police participe de la valeur différentielle des démocraties. Ne pas avoir à redouter le contact d'agents brutaux, corrompus ou racistes distingue les relations Police-population en démocratie et en dictature. Garantie démocratique, la confiance accordée à la Police a connu des variations récentes qui s'expliquent tant par l'évolution du contexte sécuritaire mondial (menace terroriste djihadiste notamment) que par la mobilisation émotionnelle des opinions publiques (affaire dite « Zecler¹ » récemment).

Dans le cas français, la confiance dans la Police, mesurée annuellement par le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, a oscillé entre 63% et 69% entre 2009 et 2014. En 2015, les attentats contre le journal satirique *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher ont été à l'origine d'un rebond de confiance de 11 points, portant ce taux au niveau inédit de 80%. En l'espace de cinq ans cependant, la confiance des Français envers la Police a diminué de 14 points, jusqu'à atteindre 66% en février 2020, soit l'annulation totale du capital acquis lors des attentats de 2015. En février 2021, la confiance des Français en général remonte à 69% malgré un décroche inquiétant des 18-24 ans (-10 points en un an) lié à la médiatique affaire dite « Zecler ». En février 2022, la confiance des Français dans la Police se stabilise à 72%, rattrapant quasiment le niveau de décembre 2018 (74%) tandis que celle des 18-24 ans remonte de 8 points à 60%.

1.

L'affaire dite « Zecler » est une affaire judiciaire subséquente à des accusations de violences par personne dépositaire de l'autorité publique à l'encontre du producteur de musique Michel Zecler, à Paris, le 21 novembre 2020

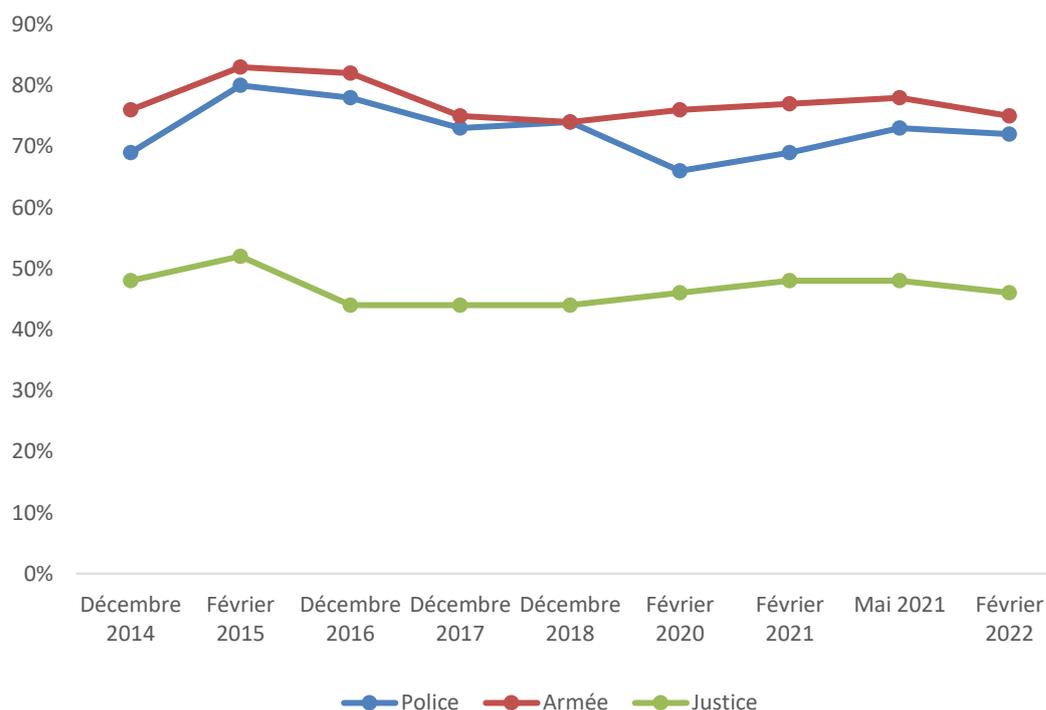
La 13^e vague du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF livre trois enseignements majeurs sur la confiance Police-population :

- Entre 2018 et 2020, la Police a entièrement perdu le capital confiance constitué à l'occasion de la vague d'attentats des années 2015 et 2016 ;
- L'émotion suscitée par les meurtres de Stéphanie Montfermé et d'Éric Masson a accéléré la remontée de la confiance des Français dans la Police ;
- La communication de la Police nationale à l'adresse des jeunes semble avoir des effets positifs sur leur niveau de confiance dans cette dernière.

Cette première note de l'année 2022 s'appuie sur une exploitation des données de la 13^e vague du Baromètre de la confiance politique, pour illustrer la remontée de la confiance dans la Police notamment chez les 18-24 ans. Elle sera suivie par une autre note, plus approfondie, mettant en exergue les caractéristiques sociologiques des jeunes chez qui la confiance remonte. La taille de l'échantillon le permet désormais.

1. Entre 2018 et 2020 la Police a entièrement perdu le capital confiance constitué à l'occasion de la vague d'attentats des années 2015 et 2016

Figure 1 : L'évolution de la confiance dans la Police, dans l'Armée et dans la Justice en France entre 2014 et 2022



Source : Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, vagues 6 à 13

En décembre 2014, la vague 6 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF évaluait la confiance des Français dans la Police à 69%. Comparé à celui d'autres institutions dites régaliennes, ce taux était inférieur à celui de l'Armée (76%) mais nettement supérieur à celui de la Justice (48%), structurellement plus bas. En janvier 2015, les attentats à l'encontre du journal *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Cacher ont été à l'origine d'un choc de confiance positif des Français dans ces trois services publics mais dans des proportions différentes néanmoins.

Dans le cas de la Justice, le rebond est de 4 points en février 2015, soit 52% de cote de confiance ; le caractère remarquable du rebond ne réside pas tant dans le pourcentage d'augmentation que dans le franchissement du seuil des 50% de confiance, pour la seule et unique fois de la décennie 2010.

Dans le cas de l'Armée, le rebond est plus significatif (+7 points passant de 76% à 83%). En la matière cependant, la Police se distingue assez nettement des autres institutions régaliennes avec un regain de confiance de 11 points passant de 69% à 80%. Les Français avaient d'ailleurs salué son abnégation lors de la grande marche républicaine du 11 janvier 2015.

À mesure que la charge émotionnelle relative aux attentats de 2015 retombe, les cotes de confiance de la Justice, de l'Armée et de la Police régressent. Dans le cas de la Justice, la cote de confiance enregistre une baisse de 8 points et retombe à 44% dès 2016, soit son niveau de décembre 2013. Ce taux remonte jusqu'à 49% en décembre 2020 mais la barre des 50% n'a plus été franchie depuis février 2015. En 2021, le taux s'élève à 48% et chute de 2 points en 2022, à 46%.

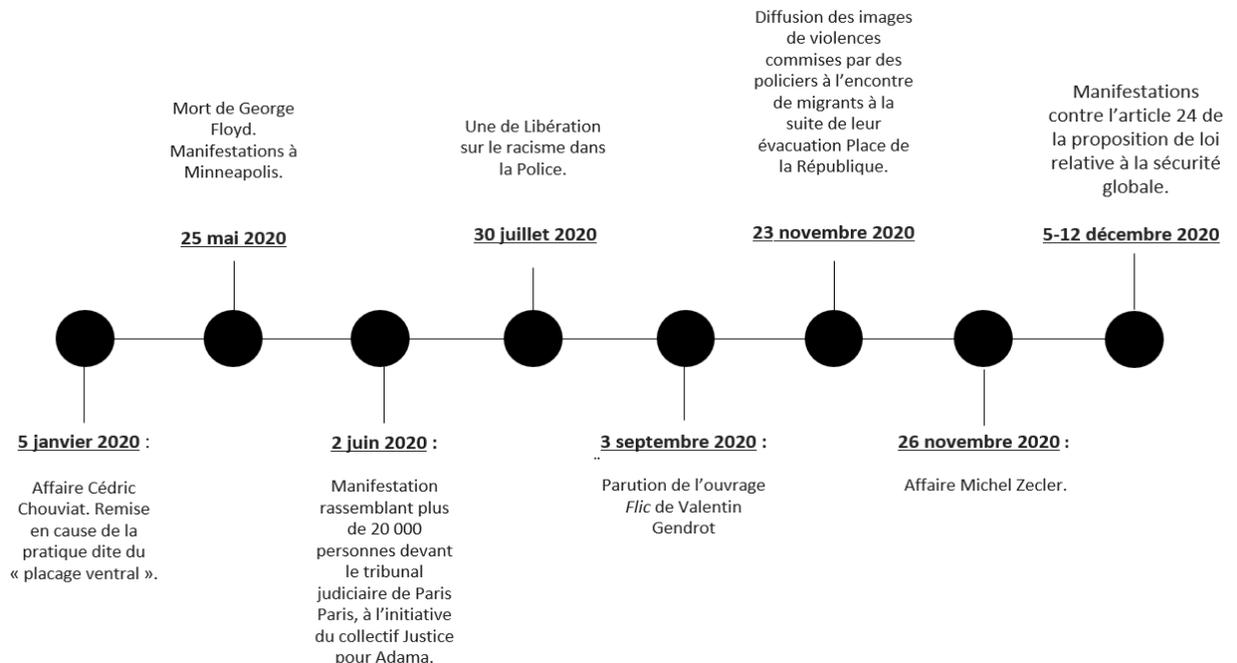
Dans le cas de l'armée, la cote de confiance reste supérieure à 80% jusqu'en décembre 2017 avant de se stabiliser autour des 75% (à plus ou moins 2 points). En février 2022, ce taux de 75% en très légère baisse (-2 points) par rapport à février 2021.

Dans le cas de la Police enfin, la cote de confiance se maintient toujours à un niveau relativement élevé en décembre 2016 (78%) alors que l'année a été marquée par plusieurs attentats terroristes meurtriers (Magnanville, Nice et Saint-Étienne-du-Rouvray). En 2017, les probables répercussions de l'affaire dite Théo (février) font chuter la confiance de 5 points (73%) avant de regagner 1 point en décembre 2018 (74%). En février 2020, la cote de confiance dans la Police atteint son plus bas niveau en six ans (66%) avant de remonter de 3 points en 2021 (69%) puis de 4 points en 2022 (73%).

L'examen des variations de la confiance des Français dans la Police met à jour une altération de 8 points entre décembre 2018 et février 2020 sur les 11 points perdus entre février 2015 et février 2020. En somme, l'érosion du capital confiance de 2015 se concentre sur la période comprise entre les vagues de décembre 2018 et de février 2020 du Baromètre, soit l'année au cours de laquelle les manifestations de Gilets jaunes ont été à la fois régulières (chaque samedi sans exception de l'automne 2018 à l'été 2019) et intenses (journées des 1^{er} décembre 2018, 8 décembre 2018, 5 janvier 2019 et 16 mars 2019, notamment). Alors que d'aucuns auraient pu attendre que le niveau d'engagement particulièrement intense de la Police lors de ces journées de mobilisation lui attire une plus forte reconnaissance de l'opinion publique, les chiffres mettent en exergue, au contraire, une détérioration brutale de la confiance dans la Police. La hausse significative des blessures en manifestation (le 17 novembre 2019, à la date anniversaire du mouvement des Gilets jaunes, 2 448 manifestants et 1 197 policiers et gendarmes avaient été blessés) occasionnée par la triple inflexion des principes qui régissaient jusqu'alors le maintien de l'ordre dit à la française (spécialisation, mise à distance, gradation des moyens employés) a accéléré la perte de confiance des Français dans la Police.

2. L'émotion suscitée par les meurtres de Stéphanie Montfermé et d'Éric Masson a accéléré la remontée de la confiance des Français dans la Police

Figure 2 : Chronologie des principales remises en cause de la Police au cours de l'année 2020



Source : FARDE (Guillaume) et LABARUSSIAT (Floriane), « La confiance Police-population en 2021 : le décrochage des 18-24 ans », *Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF*, vague 12, mars 2021, 11 p.

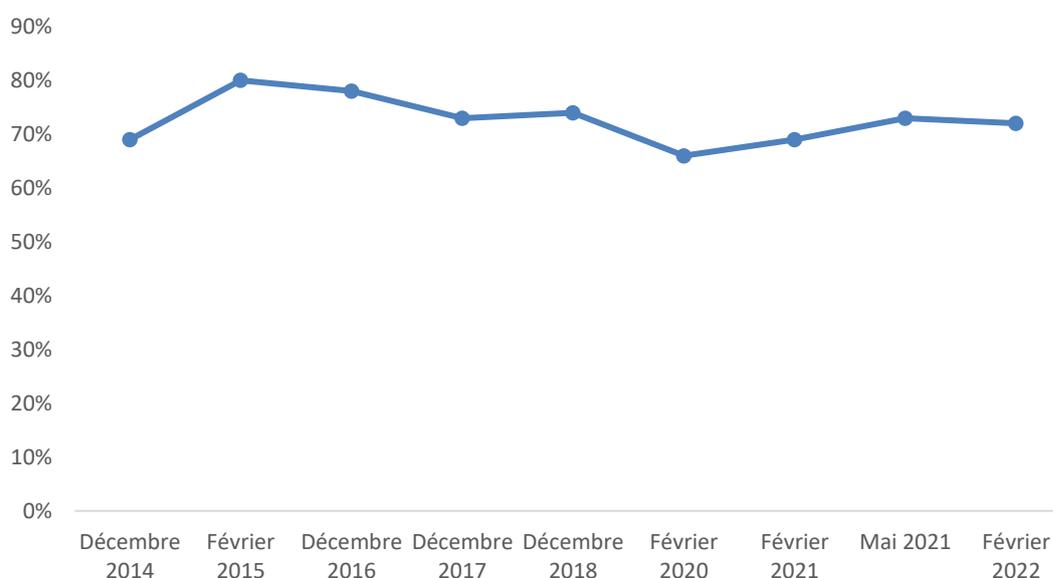
L'année 2020 a été marquée par de multiples remises en cause de la Police. En janvier 2020, le décès de Cédric Chouviat à la suite d'un contrôle routier à Paris mobilise une part de l'opinion publique contre la Police et fédère les oppositions à l'encontre de la technique d'immobilisation dite du « décubitus ventral ». Cette technique est également mise en cause dans le décès de Georges Floyd, en mai 2020, dont les images déclenchent une vague mondiale de manifestations contre les violences commises par les forces de l'ordre. En France, cette mobilisation s'agrège en partie à celle du comité Justice pour Adama à l'origine d'importantes manifestations en juin et juillet 2020. En septembre 2020, la publication de l'ouvrage *Flic* par le journaliste Valentin Gendrot² polarise à nouveau l'opinion publique sur les questions relatives à la violence et au racisme dans la Police avant que les images de l'évacuation de migrants place de la République, l'affaire dite « Zecler » et les manifestations à l'encontre de l'article 24 de la proposition de loi relative à la sécurité globale, ne prolongent cette séquence et ne maintiennent ainsi l'attention des Français autour de débats remettant en cause la Police en tant qu'institution.

2. Gendrot, Valentin, *Flic*, Paris, Goutte d'or, 2020

Au bilan toutefois, alors que les discours critiques à l'égard de la Police ont été à la fois médiatisés, continus et mobilisateurs, la confiance que lui portent les Français ne se dégrade pas. Elle marque même un léger rebond passant de 66% en 2020 à 69% en 2021. Cette légère augmentation accrédite la thèse d'une altération de la confiance étroitement liée à la perception du maintien de

l'ordre public. La fin des manifestations cycliques de Gilets jaunes fin 2020 explique qu'une part des Français choqués par les images du recours à la force par la Police au cours des manifestations, la créditent à nouveau de leur confiance dès lors que ces manifestations sont à la fois moins fréquentes et moins violentes.

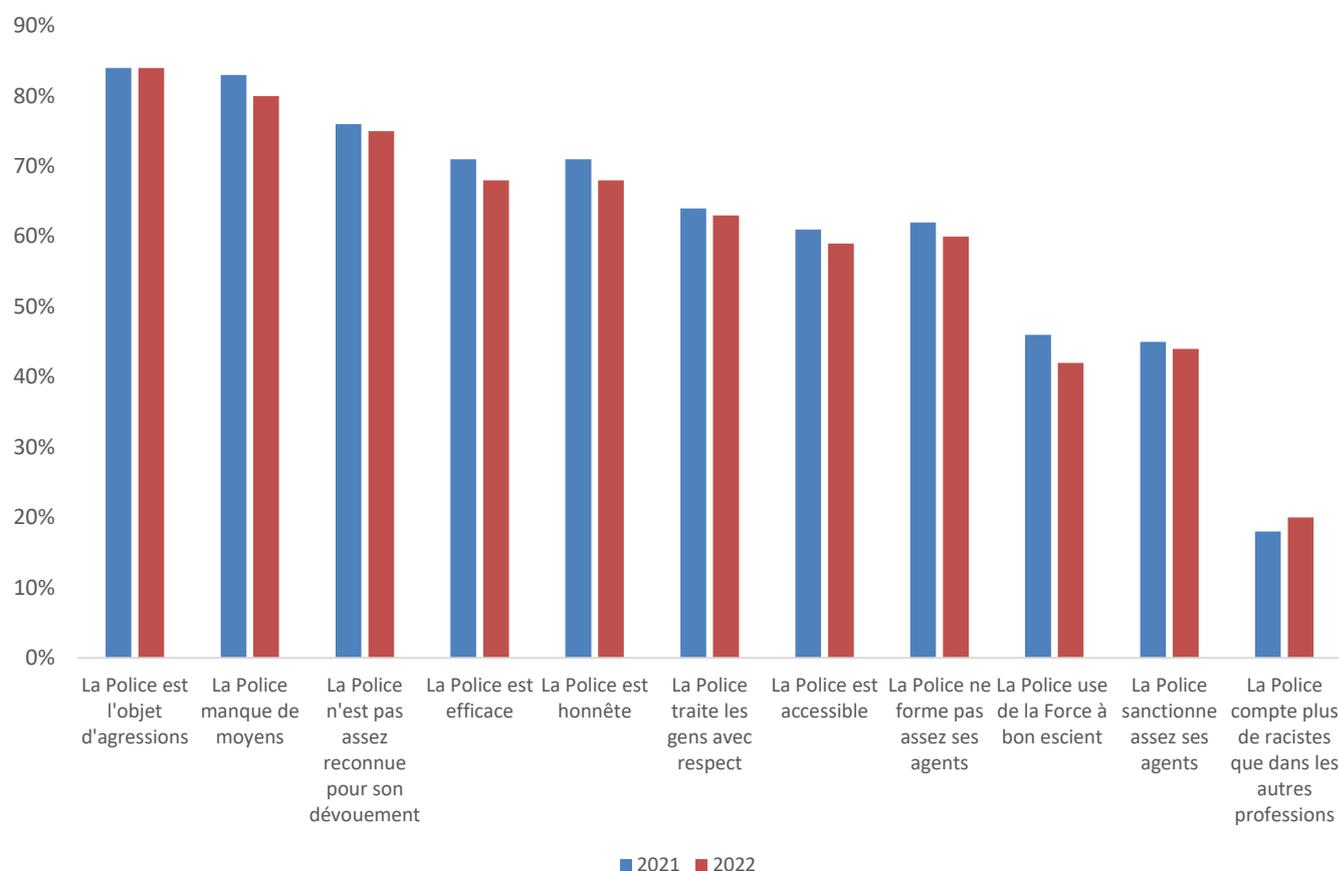
Figure 3 : L'évolution de la confiance des Français envers la Police entre décembre 2014 et février 2022



Source : Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, vagues 6 à 13

Le 23 avril 2021, le meurtre de Stéphanie Montfermé, victime d'une attaque au couteau à caractère terroriste au sein du commissariat de Rambouillet où elle est affectée, suscite une très vive émotion. Le 5 mai 2021, le meurtre du brigadier Éric Masson, 36 ans, tué par balles alors qu'il effectuait un contrôle sur un point de deal, dans le centre d'Avignon, ravive les débats autour de la vulnérabilité des fonctionnaires de Police, cibles tant des terroristes que des délinquants. Le 19 mai 2021, le rassemblement citoyen en soutien aux forces de l'ordre qui se tient devant l'Assemblée nationale, réunit plus de 35 000 participants selon les organisations syndicales qui en sont à l'initiative. Tout au long de cette séquence, les Français mesurent non seulement le niveau d'exposition au risque et le degré d'engagement des forces de l'ordre mais aussi le malaise propre à leur profession. En mai 2021, la vague 12bis du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF enregistre un rebond de 4 points dans la cote de confiance de la Police (73% contre 69% en février).

Figure 4 : La perception de la Police en 2021 et 2022 en France



Source : Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, vagues 12 et 13

Les Français jugent favorablement l'action de leur Police toutes choses égales par ailleurs.

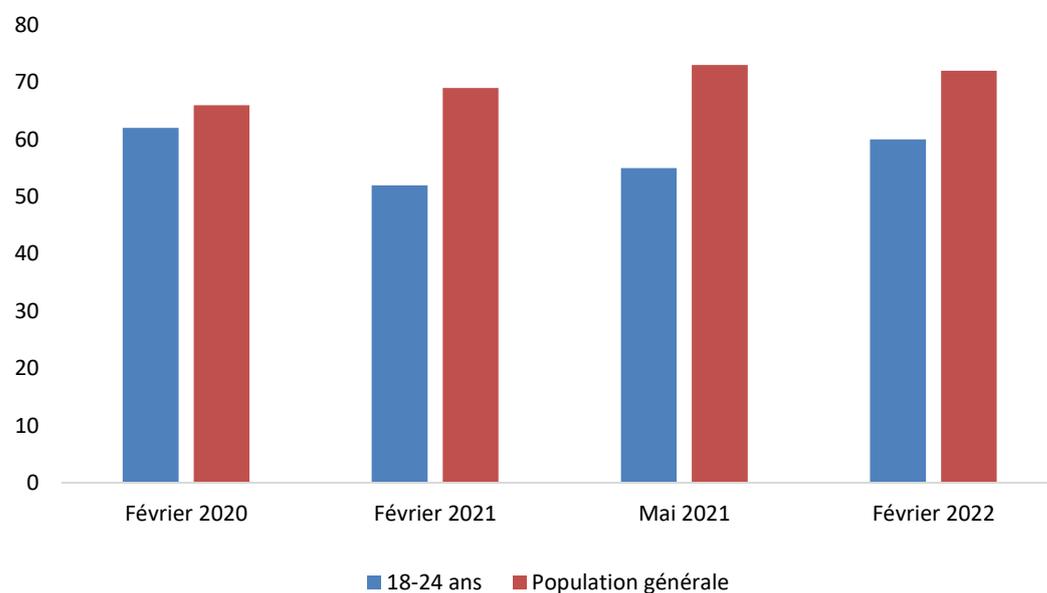
Dans le détail, les Français considèrent la Police efficace et honnête à plus des deux tiers (68%). Aux trois-quarts (75%), ils considèrent que la Police n'est pas suffisamment reconnue pour son dévouement. Ils sont par ailleurs 80% à considérer qu'elle manque de moyens et 84% à considérer qu'elle fait l'objet d'agressions et d'insultes.

En revanche, si les Français ne souscrivent pas à l'accusation de racisme systémique (seuls 20% considèrent qu'il y aurait proportionnellement plus de racistes dans la Police que dans d'autres professions), les mêmes marqueurs de défiance persistent en 2021 et 2022. Ainsi, un gros tiers des Français (37%) considère que la Police ne traite pas les citoyens avec respect tandis que 41% des Français ne la considèrent pas accessible. Enfin, une nette majorité de Français (58%) considère que la Police n'utilise pas de la force à bon escient et qu'elle ne sanctionne pas suffisamment ses agents lorsque ces derniers agissent de manière fautive (56%). Ces chiffres sont à mettre en regard de ceux relatifs à la formation des policiers que 60% des Français considèrent insuffisante.

En résumé, alors que la confiance des Français dans la Police remonte jusqu'à avoisiner le niveau de décembre 2018 (74%), les marqueurs de défiance se confirment. Pour l'essentiel, ces marqueurs tiennent à la proportionnalité du recours à la force par les forces de l'ordre et, corolairement, au mécanisme de contrôle de leur action.

3. La communication de la Police nationale à l'adresse des jeunes a des effets positifs sur leur niveau de confiance dans cette dernière

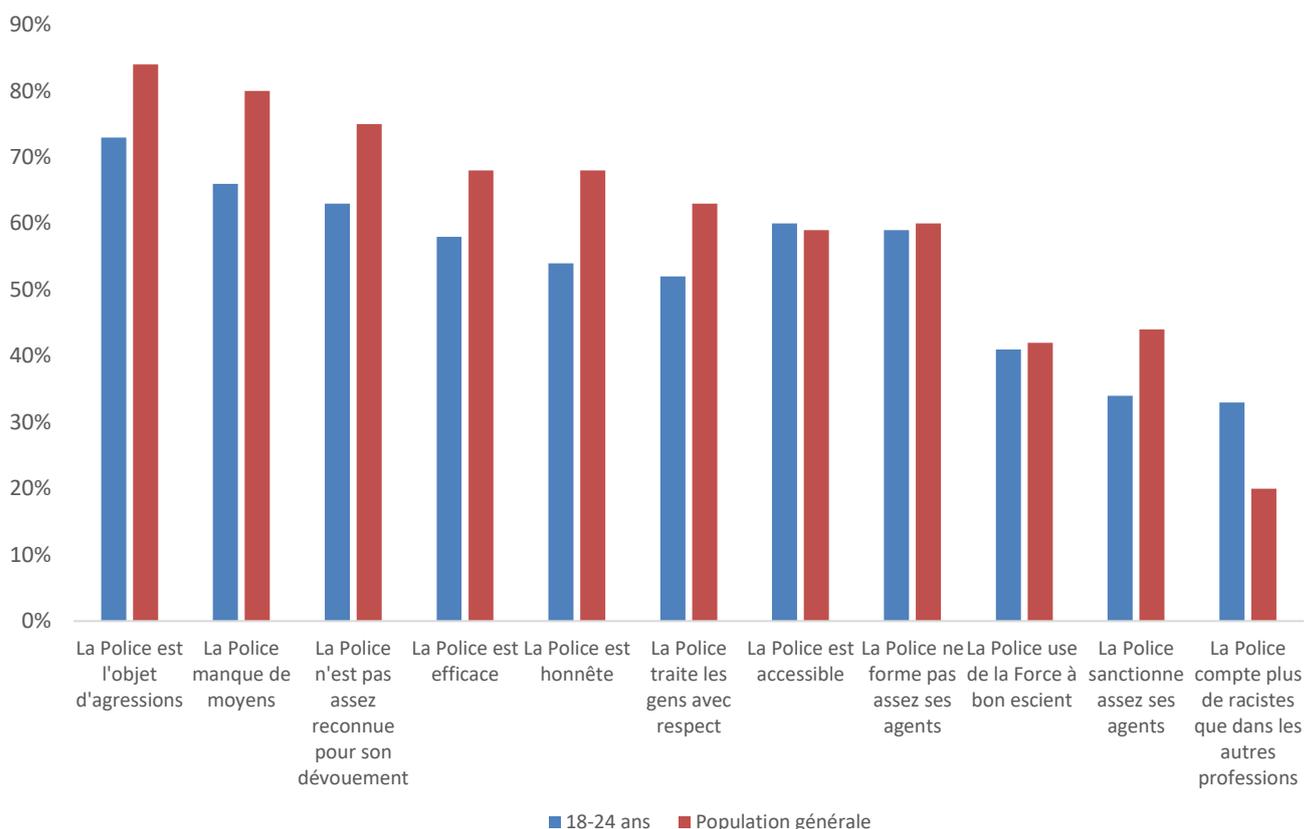
Figure 5 : Variations de la confiance dans la Police (2020-2022)



Source : Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, vagues 11 à 13

Alors que les mises en cause de la Police tout au long de l'année 2020 n'ont pas entraîné de baisse de la confiance que lui accordent les Français en général, celle des 18-24 ans a chuté de 10 points passant de 62% à 52%. L'écart par rapport à la moyenne générale des Français passe ainsi de 4 points à 17 points en février 2021. En mai 2021, malgré une remontée de 3 points de la confiance des 18-24 ans passant de 52% à 55%, l'écart par rapport à la population générale se creuse d'un point, passant de 17 points à 18 points. L'effet des affaires dites « Floyd » et « Zecler » semble donc particulièrement marqué chez les Français âgés de 18 à 24 ans.

Figure 6 : La perception de la Police en 2022 : analyse comparée



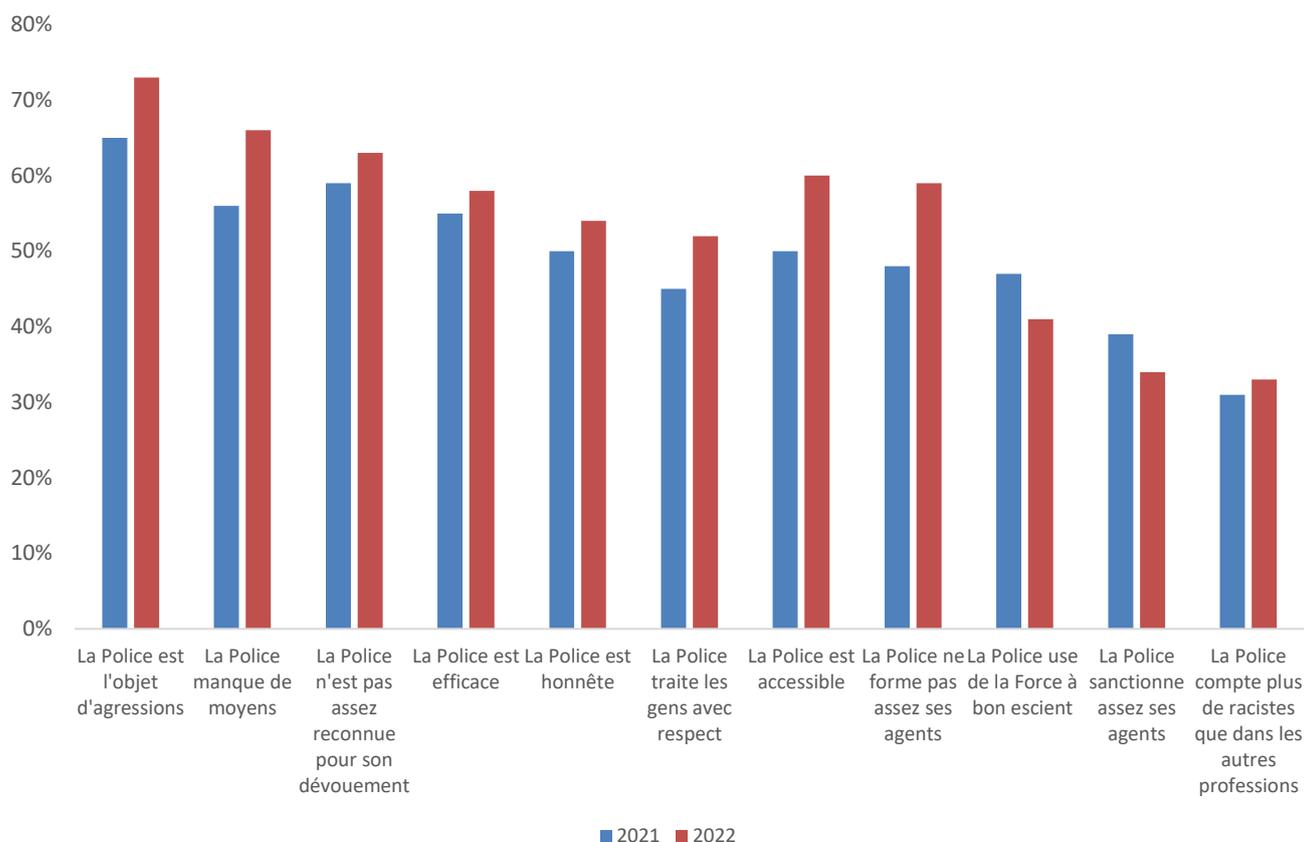
Source : Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, vague 13

Comparé à la moyenne des Français, le regard des 18-24 ans envers la Police est globalement plus critique et plus sévère. Concernant l'honnêteté, 54% des 18-24 ans jugent la Police honnête contre 68% des Français en général. Eu égard à la courtoisie dans le contact, 52% des 18-24 ans Français pensent que la police traite les citoyens avec respect contre 63% des Français, en général. Concernant le racisme, 1 jeune Français sur 3 (33%) considère que la Police compte proportionnellement plus de racistes que dans d'autres milieux professionnels contre 1 Français sur 5 (20%) en général. Même si cela reste faible toutes choses égales par ailleurs, les 18-24 ans sont plus de deux fois plus nombreux en proportion à déclarer avoir confiance dans les réseaux sociaux (36%) que la population générale (17%), preuve que leur opinion se forge, le plus souvent, de façon intermédiée et sur la base d'une perception plus que d'une expérience réelle. À cet égard, le rôle des réseaux sociaux semble déterminant dans la construction du regard que les 18-24 ans portent sur la Police.

Or, c'est précisément sur les réseaux sociaux que la Police nationale a fait le plus d'effort de communication en 2021, plus particulièrement à l'adresse des plus jeunes. Le 17 juin 2021, elle se lance notamment sur le réseau social TikTok. En termes de communication, la Police nationale informe, explique, recontextualise certaines interventions et fait preuve d'humour. Sur TikTok, la Police nationale compte d'ores et déjà 762 300 abonnés et a réalisé une vidéo intitulée « du rêve d'enfant à la réalité, visionnée plus de 7 millions de fois ».

Lien de cause à effet ou pas, en 2022, la confiance des 18-24 ans remonte significativement en 2022 (+8 points pour un taux de 60%), égalant presque le niveau de 2020 (62%).

Figure 7 : La perception de la Police en 2021 et 2022 par les 18-24 ans Français



Source : Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, vagues 12 et 13

En 2022, la perception de la Police par les 18-24 ans Français s’améliore nettement. À l’exception des soupçons de racisme (33% des 18-24 ans Français considèrent que la Police compte proportionnellement plus d’agents racistes que dans les autres professions ; ils étaient 31% à le déclarer en 2021), presque tous les indicateurs de confiance s’améliorent.

Dans le détail, en 2022, les 18-24 ans considèrent la Police efficace à 58% et honnête à 54% soit respectivement 3 et 4 points supplémentaires par rapport à 2021. 63% considèrent que la Police n’est pas suffisamment reconnue pour son dévouement soit 4 points supplémentaires par rapport à 2021. Deux-tiers (66%) considèrent que la Police manque de moyens soit 10 points supplémentaires par rapport à 2021 et 73% considèrent qu’elle fait l’objet d’agressions et d’insultes soit 8 points de mieux par rapport à 2021.

En revanche, malgré de nettes améliorations, 48% des 18-24 ans considèrent toujours que la Police ne traite pas les citoyens avec respect (ils étaient 55% à le déclarer en 2021) et 40% ne la jugent pas accessible (ils étaient 50% en 2021). Enfin, une nette majorité des 18-24 ans (59%) considère que la Police n’use pas de la force à bon escient (contre 53% en 2021) et qu’elle ne sanctionne pas suffisamment ses agents lorsque ces derniers agissent de manière fautive (66% contre 61% en 2021). Ces chiffres sont, là aussi, à mettre en regard de ceux relatifs à la formation des policiers que 59% des 18-24 ans considèrent insuffisante (contre 48% en 2021).

En conclusion, les résultats de la vague 13 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF mettent en exergue une restauration progressive de la confiance dans la Police, en particulier chez les Français les plus jeunes, en tenant compte de leurs représentations subjectives et de leurs perceptions. Concernant la représentation, l'investissement des réseaux sociaux par la Police tant pour faire œuvre de pédagogie que pour corriger des informations erronées participe du resserrement des liens de confiance Police-population. Sur un plan plus volontiers expérimental, le développement des réserves opérationnelles de la Police et de la Gendarmerie nationales devrait accentuer le rapprochement effectif entre les citoyens, notamment les plus jeunes, et les forces de l'ordre. En tout état de cause, tant le renforcement des contacts physiques Police-population que la promotion pédagogique des actions des forces de l'ordre sur les réseaux sociaux sont à l'origine d'un rebond de la confiance en 2022. La démocratie en sort gagnante et on ne peut que s'en réjouir, une année d'élection présidentielle.

Édition : Florent Parmentier

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : FARDE (Guillaume) et LABARUSSIAT (Floriane), « La confiance Police-population en 2022 : la remontée des 18-24 ans », *Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF*, vague 13, mars 2022, 10 p.

© CEVIPOF, 2022 Guillaume Farde et Floriane Labarussiat